Vendredi 19 janvier 1979 – No 1 012

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Meeting de soutien à la lutte du peuple iranien

18 janvier/20h30

Mutualité-salle B

Organisé par la CISNU

Soutenu par : CPROPV, OCF(ml), PCML, PCR(ml), UCF(ml)

Choix des naissances et travail

2 droits contestés aux femmes

QUATRE ans après, la loi Veil est plus contestée que jamais. Malgré son aspect restrictif, elle n'est pas vraiment appliquée. Elle va être rediscutée au Parlement à l'automne alors que le gouvernement engage une vaste campagne pour le troisième enfant et le retour au foyer des femmes. Derrière le droit à la contraception et à l'avortement, c'est aussi et, peut-être, surtout le droit au travail des femmes qui est visé.

(Voir page 3)

Le voyage de Giscard en Roumanie

C'EST jeudi que Giscard d'Estaing a entamé sa visite officielle en Roumanie. Second voyage d'un président français dans ce pays depuis le voyage de De Gaulle, en 1968, ce voyage prévu de longue date a essentiellement des motivations économiques. Commis voyageur des monopoles capitalistes français à l'étranger, Giscard espère certainement tirer des contrats intéressants dans un pays où l'économie est en pleine expansion et dont le tiers du revenu national est consacré aux investissements. Renault construit, par exemple, déjà certains modèles sous licence, en Roumanie. Ses projets d'implantation sont encore vastes. Il en est de même pour d'autres secteurs industriels. C'est là la raison fondamentale du voyage de Giscard.

La Roumanie, pour sa part, ne refuse pas cette coopération. Le Parti communiste roumain s'est félicité du bon développement des relations économiques entre les deux pays depuis dix ans et a espéré qu'elles redoubleraient d'ici deux ans.

Cette visite, cependant, arrive à un moment particulier. Le refus du président Ceaucescu, lors du dernier sommet du Pacte de Varsovie de céder aux pressions soviétiques en matière d'armement, la réaffirmation d'une politique d'indépendance nationale et, récemment, la condamnation sans ambiguité de l'agression dont a été victime le Kampuchea de la part du Vietnam, allié privilégié de Moscou, montrent clairement que la Roumanie est déterminée à mener une politique ferme d'indépendance vis-à-vis de l'URSS et, que d'autre part, elle ne se fait guère d'illusions sur le caractère pacifique du Kremlin. La prise de position du gouvernement roumain n'en est que plus remarquable et courageuse. Face aux préparatifs de guerre du social impérialisme soviétique, la Roumanie, avec une position géographique très dangereuse, persiste dans la voie de l'indépendance et de la résistance aux pressions.

Tout cela donne au voyage de Giscard un caractère particulier. Face aux diverses agressions du social-impérialisme de par le monde et de la dernière, en particulier du Kampuchea, ainsi que face aux pressions soviétiques dont il a lui-même été directement la cible, le gouvernement français s'est jusque-là signalé par une remarquable irrésolution et par une tendance particulière à l'apaisement.

(Suite page 4)

Serge FOREST

La guerilla s'intensifie au Cambodge

AINSI que nous l'annoncions hier, les forces populaires du Kampuchea ont bien repris au terme de très durs combats, le port en eaux profondes de Kompong Som. Cette victoire a d'ailleurs coincidé avec toute une série de contre-offensives et de coups de main contre les occupants vietnamiens qui ne semblent pas du tout tenir la situation aussi bien en main qu'il veulent bien le dire. De violents combats se poursuivent également sur mer, autour des îlots que tiennent toujours les patriotes. La flottille de guerre kampucheane y harcèle les embarcations vietnamiennes venues pour tenter de prendre ces îlots.

La radio du gouvernement légal, la « Voix du Kampuchea » a repris ses émissions à partir de Pékin et a annoncé dans sa première émission que la guerre révolutionnaire était dirigée sur place par Pol Pot et Khieu Samphan en personne. Sur le terrain également, un vaste front uni patriotique semble se dessiner. Les maquis khmers « sereï » qui luttaient depuis plusieurs années contre le gouvernement populaire ont décidé de porter désormais tous leurs coups contre l'envahisseur vietnamien et de ne plus combattre les forces patriotiques.

Outre la région de Kompong Som et de la côte, des combats importants continuent dans le nord-ouest du pays. Opérant selon une tactique de guérilla, par petites unités, les patriotes menent des opérations sur la route numéro 4 qui relie Phnom Penh à Komsong Som, empêchant ainsi les Vietnamiens d'envoyer des renforts vers le port libéré.

Ces victoires sur le terrain se doublent de succès importants sur le plan international. Au sujet du débat bloqué au Conseil de sécurité par le veto soviétique, la Yougoslavie n'a pas hésité à parler de « *victoire morale* » pour le Kampuchea. L'isolement dans lequel se sont retrouvés Soviétiques et Vietnamiens a été considéré à Pékin comme « *une victoire politique marquante* ». A New York, le prince Sihanouk, toujours sous surveillance après sa crise de surmenage, a reçu un message de soutien du président Tito.

Après le Japon, c'est le gouvernement danois qui vient de décider de suspendre toute son aide au Vietnam. Le gouvernement hollandais pourrait faire bientôt de même.

A Tokyo, un porte-parole du gouvernement a déclaré qu'il n'était pas question de reconnaître pour le moment le gouvernement du FUNSK.

En Thaïlande, enfin, les journaux, ont révélé que, selon les combattants khmers qui ont dû chercher refuge du côté thaïlandais et qui ont été interrogés, les conseillers soviétiques participeraient directement aux combats aux côtés des Vietnamiens.

Serge FOREST

(Voir aussi article page 2)

Soutenir le Kampuchea, c'est œuvrer contre la guerre

UNE thèse assez souvent reprise dans la grande presse à propos de l'agression soviéto-vietnamienne contre le Kampuchea (Cambodge) veut prouver qu'il s'agit là d'une guerre entre l'URSS et la Chine. Cette thèse a pour conséquence de faire oublier que c'est la rivalité entre l'URSS et les USA qui est à l'œuvre en Asie du Sud-Est comme dans tous les foyers de guerre qui éclatent dans le monde aujourd'hui. Elle tend aussi à localiser le danger de guerre entre les « deux frères ennemis du communisme », laissant croire que nous ne serions pas concernés. En fait, l'agression contre le Kampuchea s'inscrit dans l'offensive que mène l'URSS sur le plan planétaire et représente un maillon dans sa préparation d'une troisième guerre mondiale, voilà ce qu'il est important de comprendre aujourd'hui.

C'est clair pour beaucoup plus de gens depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 : l'URSS est devenue une superpuissance de nature impérialiste. Désormais, elle rivalise avec l'autre géant qu'elle veut détrôner, les USA, dans le but de conquérir le monde entier, l'hégémonie. Depuis quelques années elle est passée à l'offensive et s'est livrée à de nombreuses agressions, notamment contre des peuples et pays du tiers monde. On peut rappeler l'affaire du Zaïre où, par le biais de mercenaires cubains, l'URSS a tenté — et échoué — de mettre la main sur les mines de cuivre.

On voit également l'URSS soutenir et participer à une guerre contre le peuple érythréen qui lutte pour son indépendance. On l'a vue fomenter des coups d'Etat comme en Afghanistan, au Yémen. Aujourd'hui c'est en Asie du Sud-Est, sur le Kampuchea, qu'elle a voulu mettre la patte par le biais du Vietnam, devenu le Cuba de l'Asie. Installée dans les anciennes bases américaines du Vietnam, l'URSS cherche manifestement à remplacer les Américains dans cette région du monde d'où les peuples les ont chassés. Ce fait est un symbole de l'évolution rapide de la situation mondiale et du rapport de force entre l'URSS et les USA. L'URSS n'a-t-elle pas envoyé dernièrement des Mig 23 à Cuba sans que les USA soient en mesure de s'y opposer comme ils l'avaient fait lors de l'envoi de fusées en 1962. N'a-t-elle pas lancé de graves mises en garde à l'Amérique pour la dissuader d'intervenir, d'une manière ou d'une autre, en Iran sous peine de se trouver confrontée à la puissance militaire soviétique. C'est dans ce contexte où l'équilibre entre USA et URSS est en train de se modifier qu'a eu lieu l'invasion du Kampuchea.

UN MAILLON DU DISPOSITIF STRATÉGIQUE

L'invasion du Kampuchea ne constitue pas seulement un foyer de guerre local à proximité de la Chine. Elle marque aussi la volonté de l'URSS de prendre le contrôle du détroit de Malacca, ce qui lui permettrait de menacer l'approvisionnement en matières premières, et particulièrement en pétrole, du Japon et de couper, le moment venu, le passage des flottes militaires entre l'océan Pacifique et l'océan Indien.

C'est l'une des composantes du dispositif stratégique global du Kremlin, l'autre composante dont le théâtre d'opérations se situe en Afrique, au Moyen-Orient, dans la région de la Mer Rouge et du Golfe ayant pour objet de menacer l'approvisionnement en matières premières de l'Europe. Car ne l'oublions pas c'est l'Europe que l'URSS espère un jour pouvoir tenir à sa merci, ainsi pourra-t-elle mettre à genoux les Etats-Unis. La mise en place de ses dispositifs stratégiques, que ce soit en Afrique, aux abords de l'Iran ou en Asie du Sud-Est, nous concerne donc au premier chef même si ces régions sont fort éloignées de nous. L'expansion soviétique progresse en effet selon un plan qui a pour but de préparer les conditions favorables au déclenchement d'une troisième guerre mondiale.

RETARDER LA GUERRE

En luttant contre l'agression sous la direction du Parti communiste du Kampuchea, le peuple cambodgien, de même que les autres peuples qui s'affrontent aujourd'hui à l'expansionnisme soviétique, contribue à retarder la mise en place de son dispositif stratégique et donc à faire reculer les menaces de guerre qui pèsent sur le monde entier. Il contribue, en défendant son indépendance, à donner aux peuples épris de paix, notamment ceux d'Europe au premier chef concerné par le danger de guerre, les moyens et le temps de se préparer pour l'affrontement, le jour venu, dans les meilleures conditions. Voilà une raison supplémentaire pour soutenir avec force la lutte du peuple cambodgien, tout en expliquant que l'ennemi qui l'agresse est le nôtre, que la guerre qu'il affrontre nous menace également, que nous avons déjà vis-à-vis de lui une dette de reconnaissance. Il nous faut également dénoncer la politique d'apaisement et le manque de fermeté de notre gouvernement qui a évité alors que ces graves menaces pesaient sur lui, d'apporter une aide, si minime soit-elle, au peuple cambodgien en refusant de reconnaître son gouvernement légitime.

Evelyne LE GUEN
Daniel MARAIN

Le monde en bref

Argentine

UNE liste de 4 881 personnes disparues ou enlevées entre 1975 et 1978 a été remise à Videla par la Ligue internationale des droits de l'homme. Par ailleurs, la Ligue a fait parvenir à Buenos Aires une liste de 4 500 signatures supplémentaires venant s'ajouter aux 37 000 qu'a déjà recueillies la pétition demandant que soient prisent des mesures en faveur des prisonniers actuellement détenus et qui n'ont pas encore été jugés.

Palestine

LE Conseil national palestinien a ouvert ses travaux en début de semaine à Damas. On s'attend à ce que ce Conseil précise certaines options stratégiques de la révolution palestinienne après les discussions de Camp David. A cette occasion, le président Hua Guufeng a envoyé à Yasser Arafat un message de félicitations dans lequel il s'affirme convaincu que le peuple palestinien et les autres peuples arabes, en restant attachés à l'unité, remporteraient, malgré les difficultés, la victoire finale.

Yougoslavie

DANS un commentaire publié en début de semaine, la radio yougoslave a répondu vertement à l'agence soviétique *Tass* qui s'en était prise au représentant yougoslave à l'ONU au sujet du débat sur l'agression vietnamienne au Kampuchea : *« Un grand pays, a dit la radio, au nom du "socialisme" et de "l'internationalisme prolétarien" a occupé un petit Etat... Cette action violente est incompatible avec le socialisme et n'est certainement pas bien accueillie par les autres peuples. Mais la politique de violence coûte en général très cher, parce que les peuples qui ont été privés de leur liberté par la violence, ont le droit de regagner leur liberté par la violence ».*

Europe de l'Est

La mystérieuse disparition de porcins polonais

PENDANT la période des fêtes, on a signalé une pénurie de viande tant à Moscou qu'à Berlin-Est, et bien sûr aussi en Pologne, où les queues devant les boucheries font partie du paysage urbain habituel. Que la viande de bœuf soit rare pourrait s'expliquer par des habitudes alimentaires différentes des nôtres — Mais la viande de porc ?

Si la Pologne détient un record dans la pénurie de viande, elle est aussi le plus gros producteur de viande de toute l'Europe de l'Est (URSS exceptée) : 2, 8 millions de tonnes en 1977, soit à peu près 80 kilogrammes par habitants. La même année le cheptel polonais comptait 20,1 millions de porcins. Et la Pologne importe aussi de la viande de porc, ainsi que l'indique un livre publié à Varsovie sur *« L'économie de la Pologne contemporaine »* : *« Ces dernière années, la Pologne importe aussi des quantités notables de viande, dont surtout de la viande de porc ».*

Pourtant, dans les boucheries polonaises, on ne trouve — outre quelques poulets — que des bas morceaux. Alors ? Où passe toute la viande produite sur place et importée : Que deviennent les 20,1 millions de porcins ?

C'est simple : ils sont exportés ! Le livre cité ci-dessus indique qu'au sein du Comecon, la Pologne est spécialisée dans l'élevage. Cela veut dire qu'elle doit exporter une bonne partie de sa production pour subvenir aux besoins des autres pays (URSS notamment). Mais elle exporte aussi de la viande vers les pays d'Europe de l'Ouest, cela rapporte des devises...

Et pour ses clients étrangers, l'Etat polonais ne choisit pas les plus mauvais morceaux. Lisez plutôt : *« Dans le groupe des articles d'origine animale, la viande de porc dont surtout le jambon et les épaules, le bacon, les conserves de viande, occupe la plus grande place ».*

Tout s'éclaire : pour le peuple polonais, on garde — et on importe — les bas morceaux, et les bons morceaux sont, par le biais de l'exportation, transformés en devises ou livrés aux autres pays du Comecon.

Ainsi, le peuple ne profite pas des fruits de son labeur : pour les autres, le jambon et le bacon ! Pour lui, les « jours sans viande » instaurés par le gouvernement !

Pourtant, cette pénurie ne frappe pas également l'ensemble de la société polonaise. Une enquête officielle effectuée en 1971 révélait que ceux qui sont en bas de l'échelle sociale mangent seulement 20,8 kilogrammes de viande par an — alors que ceux qui ont un revenu par tête supérieur au double du salaire minimal en mangent 33 kilogrammes - les deux tiers de plus ! Et gageons que si l'on publiait des statistiques sur les plus hautes sphères de la société (PDG d'entreprises, hauts cadres du Parti et de l'Etat), on aurait un chiffre de consommation de viande autrement plus élevé, mais... il n'y a pas de statistiques là-dessus. (Quel hasard !). On sait toutefois que les seuls restaurants à offrir à leurs clients de bons morceaux (du rumsteak par exemple) sont exclusivement ceux de la catégorie la plus luxueuse.

1978 : Poznam, un marché en Pologne. Pour le peuple, le gouvernement polonais a instauré les jours sans viande

Et si les riches mangent de la viande, où la trouvent-ils donc ? Dans quels magasins autres que les magasins normaux ? De toute évidence, il y a là des privilèges — et des privilèges de classe !

D'ailleurs, souvenons nous il n'y a pas si longtemps, en décembre 1970, c'était parce que le gouvernement avait augmenté brutalement le prix de la viande et d'autres denrées alimentaires que les travailleurs des villes portuaires de Gdansk, Szczecin, Gdynia et Sopot s'étaient soulevés — classe contre classe — contre les privilégiés détenteurs du pouvoir. Et les émeutes de Radom et Ursus en juin 1976 ont eu exactement la même cause : le mépris de la classe dirigeante pour les conditions de vie des travailleurs.

Jean SCHUBERT

FEMMES

Pour l'avortement libre et gratuit

C'EST le 17 janvier 1975 que le Parlement a voté, par 181 voix contre 92, la loi, dite loi Veil, autorisant l'interruption volontaire de grossesse. Jusqu'à cette date, l'avortement était interdit par la loi de 1920 et les femmes et les médecins qui le pratiquaient encouraient des condamnations. Mais cette loi, qui est restrictive par bien des aspects (en particulier, pas de remboursement et peu de centres IVG – un avortement coûte en moyenne 800 F et il ne faut pas dépasser 12 semaines), l'est aussi dans le temps : elle n'a été votée que pour cinq ans. Le Parlement en rediscutera à l'automne.

La contraception, l'avortement libre et gratuit : une exigence des femmes (Photo HR)

Après quatre ans d'application, quel est donc le bilan ? Le moins qu'on puisse dire, c'est que son application rencontre bien des difficultés et que la majorité des femmes qui avortent sont encore réduites à des avortements clandestins et artisanaux : en 1977, alors que les médecins estiment qu'il se pratique encore entre 400 000 et 1 800 000 avortements par an, à peine 150 000 ont été enregistrés officiellement.

La situation ne s'est guère améliorée avec le temps puisqu'une enquête du Planning familial révèle que sur les neuf premiers mois de 1978, sur cinquante-neuf départements et sur 3 949 femmes ayant fait une demande au Planning familial pour un IVG, en un mois, 250 ont dû aller hors du département et 248 à l'étranger.

Le principal obstacle que rencontrent les femmes est le refus de la loi de rendre l'ouverture de centres IVG obligatoire dans les hôpitaux. Le fait que les médecins et les chefs de service puissent se réfugier derrière la clause dite « de conscience », s'ils ne sont pas d'accord, entraine que les femmes de seize départements ne peuvent pas bénéficier d'une interruption de grossesse dans leur région.

Parfois, les listes d'attente sont si longues, ou la pratique de l'avortement si limitée, qu'il est impossible de pratiquer l'IVG dans les douze semaines légales, ce qui oblige la femme à partir à l'étranger si elle a de l'argent ou à recourir, à ses risques et périls, à l'avorteur clandestin.

La raison financière n'est pas négligeable non plus car, tant que la loi ne rendra pas l'avortement libre et gratuit, les femmes des milieux populaires ne pourront pas y avoir recours dans de bonnes conditions. Comme le dit Gisèle Halimi, présidente de l'association « Choisir » : « *La libre entreprise, le laisser-faire, laisser-passer sur le marché de l'avortement, c'est encore l'aiguille à tricoter pour les pauvres, les cliniques de Neuilly pour les riches* ».

Une situation qui motive les femmes à continuer et même à renforcer la mobilisation pour que la loi soit appliquée sans restriction, et pour que lors de sa révision, à l'automne, elle soit améliorée et non pas jugée caduque, comme le souhaitent beaucoup de bourgeois. D'autant que la question de l'avortement ne peut pas être séparé de celles plus larges de la contraception et de l'information sexuelle... Et 30 % seulement des femmes utilisent un moyen contraceptif !

Claire MASSON

A Angers, la bourgeoisie veut abroger la loi Veil

LE centre Proust est le seul centre d'interruption volontaire de grossesse du Maine-et-Loire. Il est insuffisant et ne satisfait pas aux demandes du département extérieures à Angers et ses environs. Il ne fonctionne plus normalement depuis le 2 janvier 1979 et il est même fermé depuis lundi dernier (le 15).

Au départ, 5 des 7 médecins sont partis en grève pour une revendication portant sur leur rémunération que la DDASS voulait réduire. Deux médecins soutenus par le Planning familial, les groupes femmes, les sections syndicales CGT et CFDT de l'hôpital, ont assuré les avortements, considérant que les femmes ne devaient pas être pénalisées.

Un accord ayant été obtenu sur les rémunérations, les cinq médecins ont changé leur revendication et demandent l'ouverture d'un centre d'information et de distribution de moyens contraceptifs. Cette position aboutit à la fermeture du centre : c'est ce que recherche la bourgeoisie locale réactionnaire qui veut être à l'avant-garde de la campagne pour l'abrogation de la loi Veil (Foyer, Ligot, anciens ministres, sont députés du Maine-et-Loire).

A l'appel du Planning, des militants sont allés occuper le centre Proust le 10 janvier alors qu'avait lieu au conseil général, le débat sur la subvention au Planning que les conseillers généraux voulaient réduire.

Relevons entre autres positions :

Docteur Poirier (majorité) : « *Le Planning a joué très souvent le rôle d'une agence de voyage pour faire connaitre les pays où l'on pouvait avorter. Maintenant, qu'il existe un centre d'interruption volontaire de grossesse, le Planning familial a perdu sa raison d'être...* ».

Jean Monnier (PS) : « *Je ne défends pas le Planning ni surtout sa position sur le centre d'interruption volontaire de grossesse.* »

Le préfet apprend l'occupation et l'annonce au conseil : « *Que le directeur de l'hôpital les fasse expulser* », répond immédiatement Jean Monnier, maire d'Angers et président de l'hôpital.

Il faut s'opposer à cette offensive réactionnaire. Il faut obtenir la réouverture immédiate du centre d'interruption volontaire de grossesse et la création de centres dans les autres villes du département.

Le Parti communiste marxiste-léniniste soutient l'action du Planning et appelait à la manifestation mercredi 17 à 17 heures devant la préfecture.

Communiqué de la section d'Angers du PCML

La fermeture actuelle du centre d'interruption volontaire de grossesse (IVG), Centre Proust, par la bourgeoisie locale, son administration (DDASS, hôpital) et les médecins s'opposent à l'intérêt des femmes qui veulent avoir un enfant quand elles le désirent.

C'est là une mesure qui vise à supprimer le peu qui existait déjà, qui prépare l'abrogation de la loi Veil en s'appuyant sur les manques de moyens et les insuffisances de cette loi.

Le parti communiste marxiste-léniniste (section d'Angers) demande la réouverture immédiate du centre d'interruption de grossesse.

Le PCML soutient l'action du Planning familial et appelle à manifester le mercredi 17 janvier à 17 h devant la préfecture.

Angers, le 16 janvier 1979
PCML section Angers

Samedi 20 janvier une manifestation à Lariboisière

DANS la région parisienne, plusieurs groupes femmes, organisations politiques et syndicales, le MLAC ont décidé d'engager une campagne pour l'avortement et la contraception. Ils appellent à un rassemblement, samedi 20 janvier, devant l'hôpital Lariboisière à Paris.

Voici un extrait de leur plate-forme :

« *La lutte des femmes ainsi qu'une large mobilisation ont permis d'arracher la loi sur la contraception en 1974 et la loi sur l'avortement en 1975...*

(...) Et pourtant, cette loi restrictive, répressive, cette loi de classe risque d'être encore plus limitée, au moment même où on assiste à une offensive sans précédent contre les acquis et les droits des femmes par des attaques redoublées :

- *Contre le droit des femmes au travail par une politique de licenciements massifs de la main-d'œuvre féminine et de discrimination à l'embauche, accompagnée d'une vaste campagne sur les vertus du retour des femmes au foyer ;*
- *Contre le droit des femmes à décider d'avoir ou non des enfants (...) C'est pourquoi nous nous battons pour que toutes les femmes aient le droit de décider de leur maternité, de leur contraception et de leur sexualité* » (...)

Suit une longue liste de revendications :

« – Avortement libre et gratuit (mineures et immigrées comprises) ;
– Abrogation de la loi de 1920 ;
– Centres d'IVG avec droit de contrôle des femmes ;
– Suppression des expérimentations sur les femmes du tiers monde (...) ».

Amende confirmée pour la pharmacienne de Marnay

LA pharmacienne de Marnay, près de Besançon (Haute-Saône), continue de faire parler d'elle : pour la quatrième fois depuis novembre 1977, elle vient de passer en justice. Motif : refus de vendre la pilule, même aux femmes qui ont une ordonnance en règle. La première fois, le tribunal de Vezoul l'a condamnée à 400 F d'amende, mais le procureur considérant la peine trop faible a fait appel à minima, et le 31 janvier 1978, le tribunal de Besançon a augmenté l'amende à 500 F. Ce jugement, la cour de cassation l'a annulé, mais il vient d'être à nouveau confirmé la semaine dernière.

Intérrogée sur ses tribulations juridiques, la pharmacienne s'est déclarée prête à continuer dans la même ligne de conduite : « *En tant que pharmacien* (pas pharmacienne, sic !) *je connais le problème des femmes et je les défends ; leur rôle est d'avoir des enfants et de les élever...* » a-t-elle déclaré en substance sur l'antenne de *RTL*. Les problèmes de la contraception qui contiennent en filigrane la place que les femmes revendiquent dans la société, opposent deux véritables camps. Et le gouvernement et ses appareils gardent une attitude pour le moins ambiguë : une loi sur la contraception, pour cinq ans seulement, mais pas d'obligation réelle de l'apliquer. Dans ce cas précis, c'est la même ambiguité, car les tribunaux condamnent, mais comment la pharmacienne se sentirait-elle obligée de vendre des contraceptifs, alors que les médecins, eux, peuvent se réfugier derrière « la clause de conscience » (ne pas prescrire de contraceptifs s'il ne sont pas d'accord) ?

C.M.

Le pape contre les femmes

L'ANNEE de la femme n'avait pas beaucoup fait avancer la lutte internationale des femmes pour leur droit le plus élémentaire, celui du contrôle des naissances. 1979, l'année de l'enfant semble bien être l'occasion pour les bourgeois d'engager une campagne contre la contraception et l'avortement. Le chef de file en est comme il se doit le Pape, à la hauteur du rôle idéologique que l'histoire lui a conféré.

Après avoir dénoncé vigoureusement la loi italienne sur la contraception, en décembre, Jean Paul II, vient de faire, le 13 janvier, une déclaration à la presse sur les droits des enfants : droit à la vie car « *l'expérience montre que l'enfant aurait besoin d'une protection spéciale, en fait et en droit dès avant sa naissance* » droit à la famille car « *on pourrait aussi insister sur le droit de l'enfant à naître dans une véritable famille... il est capital qu'il bénéficie dès le début de l'apport conjoint du père et de la mère, unis dans un mariage indissoluble* ».

Ainsi, le Pape en vient à opposer le droit des enfants à celui des adultes, des femmes en particulier. Une pierre de plus dans la campagne pour le retour au foyer et contre le droit au travail des femmes.

Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord)

114 licenciements annoncés au Joint français

LE patron en a officiellement informé le comité d'entreprise : le Joint-Français, filiale à 98,5 % de la puissante compagnie générale d'électricité (CGE), veut bientôt licencier.

La direction locale de l'usine s'apprête à établir la liste des 114 personnes qu'elle va tenter de jeter à la rue d'ici trois mois.

« *Nous avons prouvé que nous pouvons gagner de l'argent. Nous le prouverons encore, une fois prises les mesures qui s'imposent à nous* ».

On ne peut être plus clair. Lepine, le directeur du Joint à Saint-Brieuc, dit tout haut ce que ses grands patrons, les Ambroise Roux et consorts, s'attachent à appliquer : faire des chômeurs pour faire de plus gros profits.

Saint-Brieuc, comme la plupart des villes bretonnes, connait un taux de chômage très important : en décembre 1978, il y avait 4 764 chômeurs pour une agglomération de 82 000 habitants.

Quand le Joint s'est installé, dans les années soixante, profitant des subventions de la décentralisation, il avait promis d'employer 1 500 personnes.

L'usine de Saint-Brieuc n'a jamais atteint ses objectifs. En 1972, ils étaient 1 000 à y travailler. En juin 1978, soixante-six licenciements déjà ; avec les 114 qui s'annoncent, les effectifs descendront à moins de 700.

Après le dur conflit de Chaffoteaux et Maury, c'est une nouvelle lutte qui s'annonce. Pour la CFDT (majoritaire) et pour la CGT, la défense de l'emploi dans cette usine prend une importance primordiale : le Joint, c'est tout un symbole, car c'est là que s'est menée, en avril 1972, une lutte exemplaire appuyée par l'un des plus larges mouvements de soutien qu'est connu la Bretagne.

Yannick DAGORN

Tribunal de Versailles

Procès contre un OS de Flins

Tribunal de Versailles. Dia Mala, délégué CFDT, OS aux presses de Flins, est poursuivi pour « entrave à la liberté du travail et de l'industrie », en vertu, de l'article 414. Ce sont les suites de la grève de mai-juin dernier, la grève des OS des presses de Flins. Pour la briser, la Régie Renault a dû faire appel par deux fois aux CRS: elle a fait jouer son encadrement pour imposer la reprise et même faire fonctionner les presses. Après la reprise, elle a licencié plus de quarante travailleurs. Et maintenant, à travers Dia Mala (lui-même licencié), c'est un nouveau pas qu'elle veut franchir contre le droit de grève.

Car tous ces cadres, toute cette maitrise qui défilent comme témoins étaient sur les lieux parce que mobilisés comme « cordon sanitaire » selon leur propre expression, pour assurer une « liberté du travail » établie au préalable par les CRS.

Outre le fait de remettre en marche les machines, ils étaient là pour « protéger » les quelques travailleurs ayant pris leur poste. Autrement dit, par exemple, couper les fils du porte-voix utilisé par le délégué Dia Mala pour leur parler. Et détruire le porte-voix ! Dans ces conditions qui est responsable des heurts et coups échangés ? A ce sujet, l'un des rares témoins autre que cadres et maitrise, met de bien longues secondes devant le tribunal à reconnaitre Dia Mala contre lequel il témoigne...

De la succession même de tous ces témoignages, il en ressort bien la réalité des faits : les cadres étaient là pour imposer la reprise, faire tourner cet atelier vital pour toute l'usine. De l'un des cadres qui reconnait avoir mis en route une presse (la 400), un syndicaliste dans la salle dit : « *C'est lui qui l'a foutue en l'air !* ». D'un autre, que le tribunal n'entendra pas (ils disent tous tellement la même chose !), des travailleurs de Flins disent qu'il est de ceux qui pourchassaient Dia en voiture...

Le professeur Wysner (spécialiste « d'organisation et de physiologie du travail »), puis Poirier, responsable fédéral CFDT de la métallurgie et ancien de Renault et Lesire Ogrel, secrétaire confédéral CFDT s'occupant des questions d'immigration, donnent au problème une plus large dimension, à travers laquelle la direction de la Régie Renault et tout le système capitaliste se trouvent mis en cause pour atteinte au droit de grève, au droit syndical.

C'est d'ailleurs le deuxième aspect de l'affaire qu'a à traiter le tribunal et qui oppose la CFDT à la direction de Renault Flins...

Suite du procès ce jeudi.

Gilles CARPENTIER.

La FSM toujours alignée ...

A la suite du ralliement des pays du Pacte de Varsovie (sauf la Roumanie) et de quelques autres à travers le monde contrôlés par Moscou, la Fédération syndicale mondiale vient d'apporter son soutien à l'agression vietnamienne au Cambodge. La FSM dont le siège est à Prague et à laquelle appartient toujours la CGT s'est en effet félicitée de « la victoire du FUNSK » sur les « *intérêts impérialistes et les forces expansionnistes* ». Ainsi, une fois de plus, cette organisation syndicale internationale est utilisée comme un auxiliaire de la politique agressive de l'URSS. N'est-ce pas une raison supplémentaire pour que les travailleurs, les militants de la CGT exigent le retrait de leur confédération de la FSM ?

Le projet patronnal sur la Sécurité sociale

Revenir au début du siècle

PATRONAT et gouvernement veulent démanteler la Sécurité sociale pour la remplacer à plus ou moins long terme par le système de l'assurance individuelle. Ce système laisse aux seuls assurés le financement entier de leur protection sociale. La faiblesse des ressources et donc celle des cotisations aura pour conséquence, avec un tel projet, la faiblesse des prestations. La réalisation du projet exposé par le CNPF sur le démantèlement de la Sécurité sociale serait la plus grave atteinte au droit des travailleurs à la santé depuis la Libération.

Jusqu'à aujourd'hui, le pouvoir et le patronat se contentaient de dénoncer le déficit de la Sécurité sociale et d'augmenter les cotisations. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de cela. Quelques jours avant les assises patronales, Monory, le ministre de l'Economie, avait déclaré : « *Je souhaite, pour l'avenir, faire participer davantage les hommes et les femmes directement à leur protection* ».

Cette phrase anodine cache un projet de démantèlement de la Sécurité sociale et une atteinte grave au droit à la santé pour les travailleurs.

Ce projet a été exposé dans le détail par le patronat au cours de ses assises. Nous allons en examiner quelques conséquences.

DES IMPOTS A LA PLACE DES COTISATIONS PATRONALES

Alors qu'ils payent actuellement 76,20 % des cotisations de la Sécurité sociale (contre 20,80 % payés par les assurés) les patrons ne veulent plus en payer que 50 %. Ils proposent que la différence soit financée par l'Etat (c'est-à-dire par l'impôt). Ainsi donc, par ce biais, les travailleurs devront payer 16,20 % de cotisations supplémentaires que les patrons ne paieront plus. Les patrons ne veulent plus cotiser pour les allocations familiales. Ils demandent que leur part de cotisation soit payée par l'impôt, c'est-à-dire encore par les travailleurs.

La séparation des caisses d'assurance maladie, vieillesse et allocations familiales, la suppression de l'ACOSS (organisme qui répartit les excédents du régime des allocations familiales pour éponger le déficit des autres secteurs), aura la conséquence suivante : puisqu'il ne sera plus possible de combler le prétendu déficit d'un secteur par les excédents d'un autre secteur, les assurés devront le financer par les impôts ou l'augmentation des cotisations.

A moins tout simplement que le montant des prestations (remboursements, indemnités) ne soit réduit. Quant à l'excédent des allocations familiales, il pourrait être utilisé par le pouvoir pour augmenter ces allocations et inciter par là les familles à avoir plus d'enfants. Le pouvoir, en effet, a adopté une politique nataliste pour tenter de pallier à la dénatalité dans notre pays.

VERS L'ASSURANCE INDIVIDUELLE

L'objectif à long terme de patronat et du pouvoir est de remplacer l'actuel système de Sécurité sociale qui est collectif (tout assuré cotise pour une caisse commune et non pour lui seulement) par l'assurance individuelle telle qu'elle se pratiquait au début du siècle avant l'existence de la Sécurité sociale. Avec ce système de protection sociale, chacun cotiserait en fonction de ses ressources et les prestations seraient fonction du montant des cotisations. Ainsi donc, les riches qui pourront payer des cotisations importantes auront une bonne protection sociale et pourront se faire soigner sans problème alors que les pauvres, eux, devront restreindre leurs dépenses de santé, le remboursement des soins étant réduit pour eux.

La réalisation d'un tel projet remettrait en cause le droit à la santé d'autant plus qu'elle interviendrait au moment où le coût de la vie, et en particulier des soins et des médicaments, ne cesse d'augmenter.

Le patronat a également critiqué les dépenses de santé trop élevées. Il souhaite, pour les réduire, augmenter le prix de la journée d'hôpital, l'augmentation du ticket modérateur (c'est-à-dire de la partie non remboursée des médicaments). Il demande un contrôle accru des médecins sur les soins et médicaments qu'ils prescriront. Certaines maladies ou les accidents de la circulation routière, la pratique de certains sports, l'alcoolisme, le tabagisme pourraient ne plus être couverts par la Sécurité sociale, mais par une assurance individuelle qui préfigurerait celle qui remplacerait la Sécurité sociale.

Enfin, le CNPF souhaite financer les retraites par ce qu'il appelle la capitalisation alliée à la répartition. C'est-à-dire que chacun de nous se verrait obligé de cotiser pour sa propre retraite future, alors qu'aujourd'hui, les retraites sont prises sur le fonds commun de la caisse retraite. Cela aussi va dans le sens de la substitution à la notion de retraite de celle d'assurance vers laquelle veut aller le CNPF. Cette notion d'assurance a pour lui l'immense avantage de laisser au seul assuré le financement de sa protection sociale et d'en décharger complètement les patrons. L'idéal pour ceux-ci est de revenir au système qui avait cours au début du siècle.

Pour les travailleurs, l'application d'un tel projet serait un énorme recul. Aussi faut-il le combattre pied à pied.

HM

RECTIFICATIF

Dans l'édition du mercredi 17 janvier nous avons commis des erreurs très regrettables. Le titre effectif du message adressé par le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste en date du 13 janvier 1979 était : « *Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) au camarade Pol Pot et au Comité central du Parti communiste du Kampuchea* ». Par ailleurs, dans le message adressé par Jacques Jurquet, Alain Castan et André Druesne à Norodom Sihanouk et à la délégation extérieure du gouvernement du Kampuchea présente à l'ONU il est dit : « *En 1941, nous avions rencontré à Pékin Samdech Norodom Sihanouk* » alors que c'est en 1971, comme il est d'ailleurs écrit plus loin, que cette rencontre a eu lieu. Enfin, dans le chapeau de la « Une », il est question d'une motion de l'ONU enjoignant à « *Hanoï de retirer immédiatement ses troupes du territoire vietnamien* » au lieu bien sûr « *du territoire cambodgien* ». Nous prions nos lecteurs de nous excuser pour ces erreurs de la gravité desquelles nous avons bien conscience. Elles risqueraient en effet si elles se répétaient encore de mettre en cause le caractère de sérieux de notre journal. C'est pourquoi nous allons immédiatement renforcer les mesures de correction pour venir à bout de pareilles inexactitudes ou erreurs.

Jean QUERCY

Le voyage de Giscard en Roumanie

(Suite de la page 1)

N'en soyons pas surpris. C'est le lot de toute bourgeoisie que d'avoir une vue à court terme et de faire passer ses intérêts du moment avant l'intérêt des peuples. Du moins peut-on espérer que de ce voyage Giscard tirera autre chose que des contrats et que l'exemple que donne la Roumanie en matière d'indépendance nationale et de refus des concessions lui sera profitable.

Pour notre part, nous nous prononçons sans réserve pour le développement des relations de toutes sortes entre les deux pays du moment qu'elles servent l'intérêt des deux peuples. Une telle coopération entre la France et la Roumanie, et, pas seulement des calculs de boutiquiers de la part du gouvernement français, peuvent être profitables à l'indépendance des deux pays et à la cause de la paix et cela à un moment où la menace que représentent, pour la Roumanie, mais aussi pour l'Europe toute entière, les ambitions hégémoniques de Moscou, constitue un risque majeur tant pour l'indépendance que pour la paix.

S.F.

DANS L'ACTUALITE

EMPLOI

Barre ne fait pas illusion

APRES le premier volet de mesures de sauvetage des régions sinistrées présentées par Barre, mardi, le conseil des ministres vient de faire connaitre le deuxième volet, consacré en premier à la Lorraine et au Nord-Pas-de-Calais.

Que dire en résumé ? Qu'en est-il de cet effort présenté par le gouvernement comme spectaculaire et exceptionnel ? 11 000 emplois grapillés à gauche et à droite, étalés sur cinq ans alors que c'est plus de 27 000 licenciements qui sont prévus dans la sidérurgie seulement ! Et encore, des promesses qui ressemblent plus à des vœux pieux : la plupart des « futurs emplois » sont dégagés dans l'automobile, alors que tous les industriels de la branche s'interrogent sur une régression possible de la production dans les années à venir, quand le marché déjà saturé sera envahi par les petites voitures des concurrents américains...

Quatre mois de travail et sept cents entreprises consultées pour ce brillant résultat. Voilà qui en dit long sur ce fameux « bout du tunnel » de l'industrie française.

Le deuxième volet consacré prioritairement à la Lorraine et au Nord, n'est guère plus convaincant et la démagogie du gouvernement ne peut même plus camoufler le vide : deux orientations principales dans ce plan : favoriser la création d'emplois nouveaux en donnant le maximum d'aides aux implantations (mais quelles implantations durables ?), développer la recherche en donnant des moyens nouveaux aux IUT et universités de Longwy et Valenciennes, (politiques à long terme et pas forcément orientées sur l'emploi), aider l'artisanat et les PME.

La deuxième orientation consiste à donner un coup de pouce au développement de l'infrastructure régionale, en augmentant les crédits pour l'amélioration des axes routiers principaux. Très bien si la région se développe... mais à quoi serviront grands axes routiers et universités si la région se vide de ses hommes ? Un emplâtre sur une jambe de bois, diraient certains.

En tout cas, voilà qui confirme bien que ce n'est pas en regardant dans cette direction que les travailleurs obtiendront de continuer à travailler au pays. Et ils sont de plus en plus nombreux à le comprendre : la journée de mercredi a montré un nouveau pas dans la mobilisation contre les licenciements : dans le Nord, le siège d'Usinor-Denain a été occupé toute la journée et les patrons retenus dans l'usine. En Lorraine, les barrages routiers et ferroviaires se sont multipliés ; la gare de Longuillon a été occupée, le siège d'Assimilor à Metz a lui aussi été occupé.

Barre semble bien moins efficace quand il veut créer des emplois que quand il veut en supprimer.

Claire MASSON

Les routiers britanniques poursuivent leur grève

Les patrons menacent

LES 100 000 camionneurs britanniques qui sont en grève depuis maintenant dix jours poursuivent leur action. Refusant de livrer quoi que ce soit, sauf l'alimentation pour le bétail des fermiers, les routiers ont établi à la sortie de tous les ports, de tous les aéroports, des marchés de gros et des entrepôts des piquets de grève pour éviter l'emploi par le patronat de main-d'œuvre de remplacement pour briser leur mouvement. Demandant une augmentation de leurs salaires de 17 % et une diminution de 60 heures à 40 heures de la semaine de travail, les camionneurs britanniques se heurtent à la politique de blocage des salaires du gouvernement Callaghan, politique dite « anti-inflation » (en fait l'inflation se porte toujours bien) qui consiste essentiellement à limiter à 5 % par an l'augmentation des salaires dans toutes les branches économiques.

Le gouvernement britannique doit décréter jeudi l'état d'urgence. Cette mesure lui permettrait de mobiliser l'armée pour pallier aux transporteurs.

LE CHANTAGE PATRONAL

Pour faire face à la grève des différents secteurs du transport, le patronat s'est lancé dans une opération de chantage ignoble : prétextant la rupture des approvisionnements, il menace de mettre à pied plus de quatre millions d'ouvriers qu'il présente comme des victimes directes de la grève des routiers. Déjà 500 000 personnes ont été lock-outées et nul doute que le patronat ne soit disposé à mener à bout son plan.

Face à cette menace très grave, la stratégie de la classe ouvrière britannique semble consister bien plus en une extension à d'autres secteurs des grèves qu'à un fléchissement de l'action. C'est en effet le droit de grève qui est ici en cause. Si les patrons arrivaient là à faire capituler les grévistes avec cette menace, il n'y aurait aucune raison pour qu'ils ne recommencent pas à la prochaine grève en prenant un autre prétexte. Tout secteur économique étant lié aux autres, il est toujours possible de prétexter l'arrêt d'un de ces secteurs pour faire pression sur les autres.

Ainsi, malgré les menaces, les cheminots ont effectivement entamé mardi leur action. Les trains ne circuleront ni les mardis ni les jeudis tant que leurs revendications de salaires n'auront pas été satisfaites. Les roulants demandent une augmentation, sous forme d'une prime de 10 %. Les employés des services des eaux du Lancashire et les conducteurs d'ambulances londoniens leur ont également emboité le pas.

Entre le patronat et ses menaces, le gouvernement qui parle d'instaurer l'état d'urgence, d'une part, et les grévistes d'autre part, l'épreuve de force semble donc engagée.

Une étude parue récemment en Grande-Bretagne donne des chiffres révélateurs : 228 hommes se partagent 259 milliards de nouveaux francs. Leur revenu moyen de l'année 1976 fut de 34 millions et demi d'anciens francs c'est-à-dire près de 3 millions par mois !

En comparaison, un ambulancier expérimenté gagne actuellement 143 000 anciens francs par mois, plus de la moitié des employés de magasins — ils sont en tout 450 000 — gagnent moins de 147 000 francs et le salaire de base des 140 000 ouvriers agricoles est de 158 000 francs par mois, pour 40 heures la semaine. Le salaire actuel des routiers est de 200 000 anciens francs par mois pour 60 heures la semaine. Ils demandent 240 000 francs par mois pour 40 heures.

« Répression des autonomes » que de crimes vont être commis en ton nom !

LE gouvernement a sauté sur l'occasion du casse de samedi soir à St-Lazare à Paris, pour diffuser plus massivement encore sa campagne sur *« l'insécurité des Français et la nécessité d'augmenter les effectifs policiers »*. Nous rappelions dans notre édition de mercredi qu'une heure à peine après les événements de St-Lazare, Peyreffitte prenait la parole sur les antennes.

Quel sacré service les autonomes ont rendu à la police (sans le vouloir peut être) ! Quel sacré service d'autres gens lui ont rendu aussi en cassant plusieurs vitrines mercredi soir à Montparnasse à Paris. Cette dernière action n'a pas été revendiquée par *« les Brigades autonomes révolutionnaires »*.

Les flics cherchent les autres autonomes de samedi soir. Alors ils ont arrêté tout le monde et n'importe qui, pour *« prouver à l'opinion publique que la police est capable »*.

Parmi ces 17 jeunes, certains, c'est sûr, n'ont pas participé à ces fameux événements, ils étaient hors de Paris.

D'autres, neuf jeunes sur les dix-sept ont été arrêtés apparemment pour la seule raison qu'ils logeaient dans une usine désaffectées, passage Hébrard, dans le 10e arrondissement à Paris.

Sur quelle base les flics ont pu opérer ce travail ?

Sur le fichage, sur les renseignements généraux. Quand on sait qu'on peut être fiché sous n'importe quelle étiquette et pour n'importe quelle raison, on se rend compte que les fameuses pistes des flics sont plutôt enneigées. Toutes ces opérations policières servent un but : encadrer et réprimer encore plus la population. L'exemple le plus récent en est l'arrestation de ces squatters. Est-ce que les squatters vont être considérés comme des autonomes ?

Des handicapés physiques occupaient, mercredi 17 janvier les locaux de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale DDASS d'Auxerre pour protester contre le règlement de leur centre de reclassement professionnel (coucher obligatoire à 22 h 30, interdiction de boire de l'alcool, « permissions » de week-end accordées à la tête du client). Que leur est-il arrivé ? Les flics les ont vidés de la DDASS manu militari ; à l'heure actuelle plusieurs d'entre eux sont hospitalisés. Au nom de la répression des autonomes ?

Et les travailleurs de Denain qui occupent le siège social d'Usinor, vont-ils être catalogués autonomes ?

Il est à peu près sûr que la police va utiliser cette *« fameuse répression contre les autonomes »* pour briser les luttes des travailleurs, elle pourrait utiliser aussi comme excuses aux bavures qu'elle commet, qualifiant les gens qu'elle a descendus de dangereux terroristes, autonomes.

Le 18 avril 1975, Lucien Bouvier, qui roulait en 4L, *« pris pour un malfaiteur »* a été tué par la police. Le 22 juin 1976, Bernard Baptelon est tué par erreur. Le 10 juillet 1976 un policier tue Gilles Olivier au cours d'une poursuite. Le 23 août 1977, le brigadier Marchaudon tue Mustapha Boukhezer. Le 11 janvier 1978 Philippe Kadi est tué par un flic parce que surpris en train de voler une voiture. Le 13 mars 1978, un motard de la gendarmerie, saoul, tue un chauffeur et le passager d'un break.

N.V.

Beullac empêche les jeunes de redoubler pour les envoyer aux patrons

NOUS avons déjà signalé comment Beullac voulait obliger un maximum d'enfants à redoubler, à l'école primaire pour les amener ensuite sur la voie de l'apprentissage.

Pour les plus grands, Beullac emploie une autre tactique : il les empêche quasiment de redoubler pour fournir le patronat en chair à canon de l'industrie. Tout d'abord, il table sur les échecs des jeunes à leurs examens CAP, BEP, BAC technique et brevet technique. Ensuite, il leur retire la possibilité de redoubler. Puis il les pilote sur *« les stages destinés à favoriser l'obtention en 1979 des diplômes de l'enseignement technologique »*. Et le tour est joué !

BEULLAC EN FLAGRANT DÉLIT DE MENSONGE

Les arguments de Beullac pour vanter ces stages sont des plus vaseux. Tantôt dansant sur un pied, il nous confie que ces stages offriront un meilleur enseignement aux stagiaires que la structure scolaire. Comment en six mois les stagiaires peuvent-ils apprendre mieux et plus que pendant toute une année scolaire ?

Tantôt dansant sur l'autre pied, il nous dit que cet enseignement faciliterait l'obtention d'un diplôme. Mais pour qui ? Les stagiaires sont triés sur le volet. Pour ceux qui ont échoué à leur CAP, ils ne sont admis que *« s'ils ont obtenu une note égale ou supérieure à la moyenne, soit à l'ensemble des épreuves écrites et orales, soit à l'ensemble des épreuves pratiques »*. Pour ceux qui ont échoué à leur BEP, à leur brevet de technicien et à leur BAC, ils doivent *« avoir été admis à subir, selon le cas, soit à la deuxième série d'épreuves, soit au second groupe d'épreuves »*. Donc tous ceux dont le niveau n'atteint pas cette barre sont directement envoyés à l'ANPE.

Mais pourquoi une telle sélection ? C'est simple. Comme ils ont raté de peu leurs examens, ils ont néanmoins une certaine qualification et tous les profits sont pour les patrons.

Mais la plus grosse escroquerie survient juste à la fin du texte de Beullac, car il n'est plus question pour le stagiaire qu'il se présente à l'examen qu'il a raté mais à un examen correspondant à *« une spécialité professionnelle pour laquelle existent des débouchés réels »*.

En clair, le stagiaire passera un examen patronal qui correspond aux besoins de l'usine où il travaille.

C'est pourquoi, les luttes pour le droit au redoublement revêtent une grande importance. Elles s'opposent de front aux magouilles du gouvernement et du patronat pour utiliser les jeunes en main-d'œuvre gratuite.

N.V.

210 personnes ont été tuées par le profit

LOS Alfaques. Un camping en Espagne. Été 1978 : explosion d'un camion-citerne de propylène. 210 personnes dont le chauffeur du camion meurent. Le propriétaire de la société « Socrates Arguelles Domaica » avait négligé d'équiper le camion de la valve de sécurité. Il avait donné l'ordre de surcharger le camion. Cette surcharge a provoqué une pression trop forte sur les parois de la citerne et l'explosion des 45 000 litres de gaz.

Ce genre de procédés était fréquent puisque l'imprimé signifiant que le chargement avait eu lieu normalement était signé alors que le camion circulait en surcharge.

Depuis le 8 janvier, grève et occupation au centre de tri PTT de Limoges

Tous les postiers concernés !

LES postiers du centre du tri de Limoges sont en grève avec occupation depuis le 8 janvier. Les revendications (voir HR Nos 1 009 et 1 010 pour plus de précisions), portent sur le règlement intérieur, le maintien des effectifs y compris les 21 auxiliaires, la résolution d'une manière correcte des problèmes de restauration et le changement d'attitude du chef de centre. « Petite grève » ? Certainement pas ! Alors qu'il y a 1 800 000 chômeurs, que l'offensive des capitalistes contre la classe ouvrière et les masses populaires ne cesse de s'accentuer comme le prouve encore les milliers de licenciements prévus dans la sidérurgie, les atteintes au droits de Sécurité sociale, etc, on mesure alors combien il est important de soutenir les travailleurs en lutte, qui, par leur exemple, ne peuvent que redonner confiance aux exploités.

Camarades, développez la solidarité autour des grévistes de Limoges, expliquez les raisons de leur lutte, à vos copains de travail, dans vos syndicats. Faites envoyer messages de soutien, motions, solidarité financière.

Ayez également l'œil sur les déversements qui pourraient court-circuiter leur grève, etc.

Interview de délégués CGT et CFDT

– **HR : Quelle est l'attitude des patrons ?**

CGT : Ils essayent de mettre en place une poste parallèle, un petit peu, non ?
CFDT : A la première déclaration, ils attaquaient l'administration parce qu'elle n'assurait pas leur service à eux. Le service public, ils s'en foutent. Après, les chambres de commerce ont démenti la mise en place d'une poste parallèle.

– **HR : Quels sont les arguments qu'ils répandent contre vous ?**

CFDT : Le chômage technique chez Legrand. Or, chez Legrand, ils manquent de personnel (et le centre de tri ne transporte pratiquement pas de paquets pour cette boîte...). Au conseil régional, lundi matin, le RPR disait que les PME allaient avoir des difficultés financières par rapport aux banques et puis toute la démagogie possible : « *Les retraités ne touchent pas leurs mandats* », etc.
CFDT : Les flics, ils viendront certainement quand ils auront épuisé toutes leurs cartouches. Ils ont commencé à nous traiter de fainéants, après ils ont dit qu'« *on se bagarrait pour un casse-croûte* », que le problème des effectifs, ça n'existait pas, que c'était réglé, qu'il fallait reprendre le travail. Maintenant, le directeur dit la grève totalement illégale. Pour les flics, on n'est pas à Bordeaux, ici c'est une municipalité de gauche, comme on dit, et on ne tient pas, sans doute pour des questions très diverses, à ce que les flics viennent. Il y a sans doute des arrangements à l'amiable sur cette question. On l'a vu ce matin au conseil régional. Le RPR était d'accord avec le PS et le PC pour faire pression sur la direction. C'est leur problème à eux, ils ont intérêt à ce que les affaires s'arrangent.
CGT : Quel intérêt aurait la direction à envoyer les CRS avec 95 % de grévistes ?
CFDT : Ce n'est pas exclu quand même.

CGT : A mon avis, ils ne seraient pas gagnants, ça risquerait de déclencher d'autres grèves.

– **HR : Ce qui m'a frappé au meeting à la Maison du peuple, c'est le nombre de sections syndicales qui soutiennent la grève.**

CGT : Oui, c'est très important.
CFDT : Après un week-end, le lundi, pour faire sortir les gars du privé, alors qu'eux aussi actuellement ont leurs problèmes de licenciement (des camarades de la Saviem disaient qu'il aurait mieux valu attendre mardi), à mon avis, c'est pas mal. Et en popularisant plus à fond, je pense qu'il y a possibilité de regrouper plus de monde. Nous, on est dans la lutte, on est plus en forme, on a beaucoup plus à faire évidemment que ceux qui ne sont pas dans la lutte.

Ceux-là, pour les amener à nous, il faut faire un certain travail de préparation, expliquer dans quelle situation on se trouve, etc. Il faut les contrer aussi parfois, parce que même chez les travailleurs, il y en a qui ne sont pas d'accord. Ils croient tous les bobards de la TV et de la radio. Ce travail est commencé, il n'est pas total. Il y a un tas de choses à expliquer et il faut se trouver en face du gars qui n'est pas d'accord avec nous et au moment où il s'exprime.
CFDT : Il y a le poids des mass-média qui est énorme. Depuis le début de la semaine, on doit m'avoir vu dans la presse ou je sais pas où; là où j'achète mon lait, habituellement, le contact est assez froid, depuis que le PS (je suppose qu'ils sont au PS) a pris parti pour les grévistes, j'ai eu droit aux sourires et à la poignée de main. C'est incroyable, comme des prises de positions, soit d'organisations, soit d'individus sérieux, gagnent toute une couche de la population à la cause des grévistes.

– **HR : Est-ce que vous avez déjà eu des échos du meeting de ce soir ?**

CFDT : Certaines sections syndicales n'ont pas attendu et sont venues nous voir dès le premier jour sans qu'on leur dise « vous pouvez venir ». Elles sont venues d'elles-mêmes. Et maintenant, il faudrait presque un guide pour les travailleurs qui viennent nous voir. Ils sont stupéfaits de voir comment ça se passe. Ils découvrent quelque chose qu'ils n'ont jamais vu. C'est bien. Je suis persuadé qu'ensuite ils seront capables de nous apporter du soutien extérieur parce qu'ils parlent de ce qu'ils ont vu et entendu.
CGT : Les partis politiques sont venus nous voir aussi : le PS, le PC et le PCML.

– **HR : Vous avez quelque chose à ajouter ?**

CFDT : Quand on est venu dans ce centre, situé à la périphérie de la ville, les trains amenaient toujours le courrier à la gare. Donc il a fallu créer un service pour amener les gars ici ainsi que le personnel du transbord. Un camion fait la navette : il est vraiment inconfortable. On l'appelle « la bétaillère », c'est te dire.

– **HR : Pour les auxiliaires qui ne sont embauchés que jusqu'à fin janvier, qu'est-ce que vous envisagez ?**

CGT : Ce qu'on essaie de faire, c'est que l'administration les embauche sur d'autres services, par exemple les PNU (nom donné aux plis non-urgents, c'est-à-dire la publicité sous enveloppe surtout) où il y a 4 000 sacs en souffrance. En licenciant ces vingt auxiliaires, ce qui va se poser, dans quatre ou cinq mois, c'est la question des repos compensateurs (heures de congé obtenues quand on travaille les dimanches et jours fériés). L'administration voulait les payer pour ne pas les donner en heures de congé. On va être reparti dans le même cercle vicieux qu'en juin l'an passé.
CFDT : En juin, on avait 25 000 heures de repos compensateurs à prendre. Il en reste encore 15 000. Même le chef de centre a dit qu'il fallait descendre autour de 8 000 heures. Ça veut dire qu'il faut garder les auxiliaires pour remplacer les gars qui prendront ces heures.
CGT : Les frais de gestion ont aussi pas mal augmenté. Ici, il faut la lumière jour et nuit parce qu'il n'y a pas de fenêtres où on travaille. La mécanisation, non plus, ça n'arrange pas tout. Avec la « Toshiba » (machine à oblitérer, à ranger les lettres qui arrivent en vrac et qui sépare les plis urgents des plis non urgents, l'administration pensait faire l'économie de quinze gars qui, à raison de deux heures par jour, faisaient ce travail. Or, c'est une machine qui coûte très cher, dont les courroies (40 à 50 000 francs pièce) sont à changer sans arrêt. Il faut en plus beaucoup de monde pour la servir car elle n'aime pas le froid (c'est pour ça que jusqu'à présent, on ne nous a pas coupé l'électricité).

– **HR : Que demandez-vous aux autres postiers et travailleurs pour vous soutenir ?**

CFDT : Il y a eu des pétitions, le meeting de ce soir lundi, etc. Maintenant la solidarité financière s'organise dans les autres boîtes. Ici aussi on s'organise pour la répartir. Il y a trois comptables, si on peut dire : un CGT, un CFDT et on a voulu aussi un non-syndiqué (FO n'a pas donné de réponse) qui ont ouvert un compte joint à trois signatures. Autour on va monter une commission assez large, pour que tous les services soient représentés, qui enquêtera et qui répartira l'argent à ceux qui en ont le besoin le plus urgent, d'après un genre de barème tenant compte du salaire, des enfants, etc.
CFDT : Déjà les premiers fonds sont arrivés, entre autre, un postier à la retraite qui, en solidarité, vient de nous remettre 100 F.

Témoignages

AU centre de tri de Limoges, il y a une quarantaine d'auxiliaires. Leur contrat se terminant fin janvier, ils ne savent pas s'ils seront gardés. Il y a 1 800 000 chômeurs. Le chômeur se retrouve souvent isolé ce qui rend plus difficile la lutte pour exiger du travail. Aussi, empêcher les licenciements, exiger du travail pour tous ne peut que renforcer l'unité des travailleurs. « *Y'a du boulot, celui qui veut bien peut trouver du travail* ». Les chômeurs, les jeunes en particulier, seraient des fainéants. Un mensonge de plus répandu par la bourgeoisie, comme peuvent en témoigner quelques auxiliaires avec qui nous avons discuté.

« Moi j'ai une formation d'imprimeur, mais on liquide, il n'y a pas d'embauche. J'ai fait toutes sortes de boulots d'un mois, deux mois, dans des supermarchés, des transports frigorifiques. Il y avait pas à discuter sur les conditions de travail ou à la paie, tu dis quelque chose, c'est la porte »

« Moi, j'ai eu dix-huit ans, j'ai passé mon CAP d'électricien l'an dernier, j'ai pas pu trouver de boulot, alors j'ai fait la demande aux PTT. Puis, je vais avoir l'armée à faire : tant que je ne l'ai pas faite, je suis coincé. Et après, pour retrouver du travail... C'est dur. J'ai attendu pendant trois mois la réponse des PTT. Heureusement qu'il y avait les parents ».

« Partir à Paris, non ! Qu'est-ce qu'il y a de mieux, pour quoi faire ? Quand on a payé la piaule, la nourriture, qu'est-ce qu'il reste et le prix du voyage pour redescendre à Limoges ? »

« J'ai bossé dans une imprimerie pendant trois mois, les fameux stages Barre. A la signature du contrat, le patron nous a dit qu'on n'aurait pas de problème pour retrouver du travail après. Au bout de trois mois, il nous a balancés. On avait le SMIC à peu près, payé par l'Etat et pas par le patron ... »

« Je suis rentré aux PTT en 1975 et j'y suis resté un an et trois mois. Puis il y a eu l'armée. Au retour, six mois de chômage. Je suis re-rentré aux PTT, j'ai perdu toute mon ancienneté et mon indice est inférieur à celui d'avant le service »

« Dans l'usine où je bossais avant, il y avait 220 ouvriers, pas un syndicat pour se défendre. J'ai vu des gars suivre une grève de 24 heures et le lendemain être mis à la porte. Pour les filles, c'est encore pire ».

« Au centre, les conditions de travail ? On ne connaît pas notre emploi du temps, même pas huit jours à l'avance, on apprend le matin deux heures avant si on travaille ou pas le soir. Dans le boulot, c'est la chasse aux temps morts. Un jour, tu travailles ici, un autre là-bas, ça va de la fiche 14 au balayage. »

« L'avenir, c'est pas très chouette, on sait pas ce qu'on va devenir à la fin du mois ».

Télévision

Vu aux *«Dossiers de l'écran»*

Les patrons : Votre université m'intéresse

LE patronat et le gouvernement nous préparent quelque chose sur les universités. C'est ce qu'on peut se dire après avoir vu le film intitulé « *La chasse au diplôme* », mardi sur Antenne 2, dans le cadre de l'émission *Les dossiers de l'écran*. Ce film sur la vie dans un campus aux États-Unis avait très peu de rapports avec le débat. Au cours de celui-ci, Floirat, PDG de Matra et d'Europe No 1, a raconté qu'il avait commencé comme charron, sans aucun diplôme, et qu'à l'armée on lui avait proposé de rester pour devenir sous-officier. Il avait refusé, préférant retourner à son ancien métier de charron pour satisfaire son grand vœu : devenir patron. Et tout ça, sans aucun diplôme ! Maintenant, c'est lui que l'on appelle à Polytechnique pour faire des cours. Le président de l'université de Valenciennes expliquait, lui, qu'il était proche du « terrain » (traduisez des patrons), qu'il travaillait en concertation avec le patronat, mais qu'il n'était pas question de mettre l'université au service de tel ou tel groupe industriel. Les patrons lui ont dit : « *Formez des gens qui ont une méthode de raisonnement, nous ferons le reste* ».

Bien sûr, tous ont été d'accord pour affirmer que « *les diplômes ne donnaient pas droit automatiquement à un métier* ». ! Le fait que beaucoup de diplômés se retrouvent au chômage n'étonnait aucun de ces messieurs ! (Il y a déjà tant de chômeurs). Seul Duharcourt, du SNESUP, affirma qu'il y avait seulement 11 % de fils d'ouvriers dans les universités (ce qui semble bien au-dessus du chiffre réel). Les organisateurs de l'émission avaient « oublié » d'inviter des étudiants, premiers concernés, ou des diplômés qui se retrouvent chômeurs.

Ce débat voulait préparer l'opinion au fait que si on est au chômage, ma foi, c'est logique. Ce que le gouvernement et les patrons veulent faire, c'est supprimer les diplômes nationaux, créer des diplômes régionaux, directement liés au patronat local qui serait associé à la formation de bons managers efficaces et pleins d'initiative pour faire travailler les ouvriers.

D'autre part, les titulaires de diplômes régionaux seraient plus soumis aux pressions patronales. Il s'agit de donner aux futurs cadres la mentalité et les réflexes nécessaires au développement des monopoles. Dans cette optique, l'université classique donnait un enseignement très peu opérationnel. Aux yeux des patrons, elle dispensait même un enseignement un peu trop critique. L'heure est à la restructuration, de même que le CNPF recherche des patrons agressifs et efficaces, il veut des cadres dynamiques qui prennent des initiatives dans ce sens.

Or, quoi de mieux que de former ses cadres soi-même ? Cela veut dire sélection accrue et directement effectuée par les patrons.

Léon CLADEL

POLITIQUE ET SOCIAL

Un million pour l'Erythrée

EN réponse à l'appel à la solidarité lancé par le FPLE, le 12 décembre 1978, les organisations signataires décident de s'associer à la campagne visant à rassembler 20 000 tonnes de vivres, de lait en poudre, de médicaments, de vêtements, de tentes et de couvertures.

La guerre fait rage en Erythrée. Depuis le 18 novembre, 13 000 Erythréens ont été tués ou gravement blessés et plus de 100 000 fuyant les déluges de feu se cachent dans la montagne. 176 villages ont été totalement ou partiellement détruits, de vastes zones cultivées brûlées et le bétail décimé.

Aujourd'hui, un demi-million d'Erythréens sont devenus des réfugiés dans leur propre pays. Manquant d'abris, de nourriture et de soins, ils sont en danger de mort. 300 000 autres survivent à la tragédie d'un exode interminable au Soudan.

Depuis dix-huit ans, le peuple érythréen lutte les armes à la main pour son indépendance nationale. Il s'est d'abord opposé au régime d'Haïlé Sélassié, soutenu par l'impérialisme américain, contribuant fortement à la chute de ce régime féodal.

Aujourd'hui, il doit faire face à l'agression armée de la junte militaire éthiopienne aux prétentions socialisantes.

120 000 soldats éthiopiens, dotés d'un formidable arsenal de guerre, dirigés par des centaines d'officiers supérieurs soviétiques, dont treize généraux, tentent, par une nouvelle offensive déclenchée le 18 novembre, d'écraser le peuple érythréen et sa révolution.

Pour les anti-impérialistes en France, soutenir la lutte du peuple érythréen, dénoncer ses agresseurs et briser le complot du silence, est une tâche prioritaire car cette lutte est exemplaire de celles menées par les peuples dominés pour leur libération. Cette lutte rejoint ainsi celle des travailleurs en France contre leur exploitation.

Les organisations signataires appellent tous leurs militants et tous les anti-impérialistes à organiser partout en France des manifestations de soutien et de solidarité avec le peuple érythréen. Elles se fixent comme objectif de réunir dans les plus brefs délais un million de francs. Envoyer l'argent au comité de soutien à la lutte de libération du peuple érythréen, 50, rue du Faubourg Saint-Antoine — 75012 Paris. No de compte bancaire : CCF Paris, St-Dominique — No 91 540 9780. Avec la mention « *Un million pour l'Erythrée* ».

Les organisations signataires organisent en commun un meeting à Paris le 28 février.

PSU, PCRml, PCML, OCF (ml), OCT, Cédétim, UTCL, LCR.

PEKIN INFORMATION 52

COMMUNIQUE

de la 3e session plénière du Comité

devient

BEIJING INFORMATION

PEKIN-Information devenu à partir du premier numéro de cette année « Beijing information » offre un nouvel aspect à ses lecteurs en apportant de légers changements à sa couverture, à sa mise en page, aux illustrations et surtout en améliorant son contenu.

Dans l'article : « A nos lecteurs », le comité de rédaction déclare qu'il fera de son mieux pour faire sentir les changements rapides survenus en Chine, d'autant plus que le Parti communiste de Chine a placé les quatre modernisations socialistes du pays au centre de ses activités, et qu'il améliorera son travail pour mieux servir ses lecteurs.

Aussi a-t-il pris les mesures suivantes :

— Créer une nouvelle rubrique intitulée « Evénements et tendances » qui comprend des reportages et des informations claires et simples sur les succès importants de la Chine ainsi que sur ses relations avec les pays étrangers.

— Continuer à publier des documents importants, les déclarations politiques du Parti et du gouvernement chinois et les extraits ou le texte intégral de certains articles théoriques importants pour répondre à l'attente de tous ceux qui étudient la situation en Chine.

— Publier irrégulièrement un dossier abordant un problème intéressant pour les lecteurs. Dans le prochain numéro, il y aura un article sur la légalité socialiste en Chine.

— Améliorer les reportages et ajouter une chronique consacrée aux nouvelles brèves.

Dans son éditorial, le comité de rédaction souligne qu'il s'efforcera d'utiliser les principes du marxisme-léniniste et de la pensée-maozedong pour analyser les réalisations de la Chine et pour aider les lecteurs à distinguer le marxisme-léninisme et la pensée-maozédong réels des faux, car pendant la période où les Quatre contrôlaient les mass-média, ils y ont jeté la confusion.

Beijing information

L'abonnement d'un an coûtera 40 francs à partir du 1er février 1979. Vous pouvez adresser vos abonnements par correspondance aux Editions du Centenaire, 24, rue Philippe de Girard-75010 PARIS.

PERIODIQUES CHINOIS
NOUVEAUX TARIFS A PARTIR
DU 1er FEVRIER

	Le No	1 an	2 ans	3 ans
Beijing Information	1,00	40,00	60,00	80,00
La Chine				
Littérature chinoise	2,40	24,00	36,00	48,00
La Chine en construction	1,90	19,00	28,50	38,00
Commerce extérieur de la Chine	5,50	27,00	40,00	54,00

COURRIER DES LECTEURS

Camarades,

La lettre est un peu une réponse à celle du camarade cheminot qui critiquait notre appel à la journée d'action CGT du 21 décembre. Je suis, pour ma part, entièrement d'accord avec la position prise par notre Parti à cette occasion et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, les hausses des cotisations de Sécurité sociale représentent une perte nette du pouvoir d'achat pour les travailleurs, pour tous sans exception. Tout le monde est donc concerné et notre fiche de paie de la fin janvier, on l'appréhende un peu. Face à cette mesure, seule une riposte nationale a des chances de déboucher sur quelque chose. Les luttes au niveau des entreprises divisent en la matière car seulement là où il y a une bonne mobilisation on a des chances de gagner. Aujourd'hui, M. Maire combien de travailleurs ont-ils réussi à arracher des augmentations de salaire équivalentes à la hausse ?

Ensuite, c'est un peu une question de « bon sens ». La grève de 24 heures, tout comme le débrayage, est un moyen pour les travailleurs de mesurer leur force, de voir si le moment est bon pour engager quelque chose de plus massif, par exemple une grève illimitée. Croire que l'on peut déclencher ainsi un mouvement illimité sans mesurer d'abord l'état d'esprit des travailleurs frise l'inconscience. La grève illimitée ne se décrète pas, elle se prépare. Mais, c'est sûr, si le rapport de force existe, il faut savoir aller plus loin et ne pas se contenter de renvoyer les gens au boulot en leur demandant de bien voter la prochaine fois.

De plus, camarade cheminot, ne te sens-tu pas mal à l'aise de rester bosser ces jours-là (de grève nationale) quand les plus combatifs de tes camarades, les plus sincères, sortent, sans illusion peut-être, mais sortent ? Car même si les mots d'ordre ne les satisfont pas, ils comprennent avec leur bon sens de classe qu'ils n'ont pas à rester bosser avec les jaunes et la bénédiction de la direction.

Il m'est arrivé une fois, une seule fois, je l'avoue, de refuser de sortir un tel jour. J'ai oublié lequel d'ailleurs. Quand les grévistes sont passés devant moi et m'ont dit au revoir, certains avec une certaine ironie, puis quand mon contremaître s'est félicité de mon attitude, j'ai éprouvé une telle honte que je me suis juré que cela ne m'arriverait plus. Depuis, à chaque mouvement de ce type, j'explique aux gars que 24 heures, ça ne suffit pas, mais qu'il faut aller plus loin ; j'explique les arrières-pensées politiques des dirigeants syndicaux de la confédération, mais je participe à la grève avec le désir d'aller plus loin. C'est là qu'est ma place. Dans notre boite de la métallurgie, nous avons essayé de mobiliser le 21 décembre ; malheureusement sans résultat ; à peine cinq ou six gars étaient décidés à agir. Les raisons seraient trop longues à expliquer et ne sont pas l'objet de ma lettre.

Fraternelles salutations
Un camarade militant CGT

BLOC-NOTES

GRENOBLE
La santé en Chine

Le comité de Grenoble de l'Association des amitiés franco-chinoises organise une projection de diapositives et un débat sur la santé en Chine avec le professeur Derouesné. Dès 19 h 30, vous pourrez trouver des livres et des brochures sur la Chine et discuter avec des voyageurs de retour de Chine.
Cette soirée aura lieu le samedi 27 janvier à partir de 19 h 30 à la salle des concerts.

Manifestation d'handicapés
pour l'accès aux transports en commun

Samedi 20 janvier à 14 h, place Paul Mistral

A l'appel de diverses organisations.

Campagne d'abonnement 79

Cette année, nous devons gagner la bataille de la diffusion de *l'Humanité rouge*. Déjà, quelques pas ont été faits dans le sens d'une amélioration. Mais le principal reste à faire.

C'est pour cela que nous avons lancé, début novembre, la campagne d'abonnement 1979.

Cette campagne doit durer jusqu'en juin 1979. Pour impulser une saine émulation entre camarades et lecteurs, nous proposons des cadeaux (brochures, posters, livres, objets d'artisanat) aux lecteurs et camarades qui nous transmettront cinq, dix, quinze abonnements nouveaux de trois mois (non valables pour les réabonnements) jusqu'au mois de juin 1979.

Des bulletins d'abonnement sont disponibles. N'oubliez pas de joindre les règlements aux abonnements au fur et à mesure.

En avant pour gagner la bataille de la diffusion et des abonnements !

Abonnez-vous à l'Humanité rouge
Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
Nom . . . . . .
Prénom . . . . . .
Rue . . . . . .
Commune . . . . . .
Code postal . . . . . .

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur) ; 205 52 23 (journalistes)
205 55 80 (administration)

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot legal 1er trimestre 1979

La guerre d'Espagne

Un prélude à la deuxième guerre mondiale

LA « guerre civile » espagnole qui débute avec la rebellion de Franco en juillet 1936 ne fut en fait qu'un prélude à la seconde guerre mondiale. La victoire de Franco, assurée par l'intervention italienne et allemande a eu pour conséquence de favoriser l'amélioration du rapport de force en faveur de ces États fascistes en Europe. L'attitude du gouvernement français a été de préconiser une politique de non-intervention et pire, de bloquer tout envoi d'armes vers l'Espagne républicaine, afin *« d'éviter l'élargissement du conflit »*. En fait, cette attitude a constitué une aide objective réelle à l'axe fasciste Rome-Berlin. A un moment où le danger de guerre s'accroit du fait de la rivalité des superpuissances et de la politique de l'URSS, et alors que le Kampuchea (Cambodge) vient d'être envahi, il n'est pas sans intérêt de tirer les leçons de l'histoire.

16 février 1936, le « Frente popular » prend le pouvoir en Espagne, ayant obtenu une majorité de sièges aux élections législatives. Aussitôt, de nombreux chefs militaires, soutenus par la droite envisagent de fomenter un coup d'État Préparée minutieusement, une révolte organisée par Franco éclate le 17 juillet 1936 au Maroc espagnol, une révolte qui sétend dès le lendemain en Espagne : la guerre civile est commencée.

HITLER ET MUSSOLINI AUX COTÉS DE FRANCO

Le soutien de Mussolini à la rebellion des franquistes ne se fait pas attendre. En fait, il a même précédé le déclenchement de la révolte. En effet, le 15 juillet 1936, cinq avions italiens amenant de l'aide à Franco ont dû atterrir, faute de carburant au Maroc « français », prouvant ainsi le rôle de l'Italie.

Dès le 19 juillet, fascistes italiens et nazis allemands proclament ouvertement leur solidarité avec Franco. C'est du 27 juillet que date officiellement l'intervention italienne. Une aide qui se concrétise par un corps expéditionnaire de 120 000 hommes au moins, pourvu d'un armement moderne supérieur tant en qualité qu'en quantité à l'armement républicain et franquiste réunis. L'aide allemande a consisté essentiellement en l'envoi de matériel très sophistiqué et d'une légion, la légion nazie Condor chargée d'organiser et de diriger l'aviation fournie à Franco. Par ailleurs, Hitler a envoyé des chars d'assaut, des canons de DCA et des canons antichars.

LA FRANCE ET SA POLITIQUE DE NON-INTERVENTION

Si cette aide militaire s'est étalée sur toute la durée de la guerre, il n'en reste pas moins évident qu'elle est effective dès la fin du mois de juillet.

Un comité appelé Comité de Londres est alors mis sur pied pour regrouper les nations favorables au principe de la non-intervention en Espagne.

Vingt-sept nations y adhèrent : entre autres la France, la Grande-Bretagne, l'URSS,... l'Italie et l'Allemagne. Entré en fonction au début du mois de septembre, ce comité n'a en fait pour rôle que de servir de paravent à l'Italie et à l'Allemagne. C'est pourquoi, un mois plus tard, l'URSS quitte le comité.

Le gouvernement français a fait pire que cela. Le 2 août, Blum qui dirigeait alors l'État, déclarait être favorable à une non-intervention tout en se réservant le droit d'exporter des armes vers l'Espagne républicaine comme il s'était engagé à le faire le 26 juillet précédent.

Mais, quand le 8 août, l'Italie et l'Allemagne adhèrent officiellement au principe de non-intervention, la France, pour montrer sa « bonne volonté », prend alors, en accord avec la Grande-Bretagne, la décision de mettre l'embargo sur l'envoi d'armes au républicains espagnols. Ainsi, plus aucune arme ne pouvait passer par les Pyrénées sauf par contrebande.

Très vite, Franco a bénéficié de cette aide objective du gouvernement français. Les progrès de ses troupes en Estramadure et en Guipuzcoa (Pays Basque) en sont la preuve. La ville d'Irun, située à la frontière franco-espagnole tombe aux mains des franquistes, les républicains ayant manqué de munitions alors que deux wagons d'armements qui leur étaient destinés sont bloqués à la douane.

Les exemples de ce genre sont multiples. Pire, cet engagement de la France empêchait l'approvisionnement en armes en provenance de l'URSS qui ne pouvait plus déjà acheminer l'armement nécessaire par la Méditerranée à cause de la piraterie italienne.

Quand Daladier prend à son tour le pouvoir en avril 1938, nombreux sont ceux qui en France espèrent qu'il va faire quelque chose en faveur des républicains espagnols. Au contraire, en janvier 1939, le gouvernement français prend des positions ouvertement hostiles aux républicains espagnols et en février, il reconnait Franco comme représentant légal de l'Espagne et envoie alors un ambassadeur à Burgos, il s'appelle Pétain.

SOUTIEN ACTIF DE L'URSS A LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE

Deux États seulement ont aidé les républicains espagnols : le Mexique, dans la mesure de ses faibles moyens, et l'URSS. Dès le départ, l'Union soviétique a dénoncé le rôle des impérialismes italien et allemand.

Quand, la France a proposé en août 1936, le principe de non-intervention, le gouvernement soviétique décide d'y adhérer mais en émettant toutefois une réserve : cette adhésion n'est valable que si cesse *« l'appui de certains États aux rebelles dressés contre le gouvernement légal espagnol »*. Constatant que loin de s'amoindrir, les interventions italiennes et allemandes ne font que s'accroitre, l'URSS décide, le 7 octobre 1936, de quitter le Comité de Londres en déclarant : *« Le gouvernement soviétique craint que la situation créée par les violations systématiques de l'accord ne finisse par rendre un tel accord inexistant. Il ne peut en aucun cas, accepter que certains des signataires transforment l'accord de non-intervention en paravent destiné à couvrir l'aide militaire donnée aux rebelles contre le gouvernement légal de l'Espagne. Par conséquent, l'Union soviétique se sent dans l'obligation de déclarer que si de telles violations ne cessent pas immédiatement, il se considérera dégagé de ses obligations découlant de l'accord »*.

Dès lors, l'URSS envoye aux républicains des armes, des vivres, du carburant, des experts militaires et des spécialistes (surtout des aviateurs et des tankistes) pour instruire l'armée républicaine et enfin des Brigades internationales.

Il apparait maintenant clairement établi que ce sont ces différentes aides soviétiques qui ont permis aux républicains de résister aux bombardements italo-allemands lors de la bataille de Madrid en octobre et novembre 1936. Durant toute l'année 1937, c'est grâce à ce matériel que les républicains ont pu conserver un équilibre des forces. Mais à la fin de cette année1937 l'approvisionnement en armes, gêné voire empêché par la France, devient insuffisant et la guerre « civile » espagnole prend un nouveau tournant, favorable aux forces franquistes, aux forces fascistes et nazies.

LES LEÇONS A TIRER

Cette guerre civile espagnole n'était en fait qu'un prélude au conflit mondial. Elle faisait partie du vaste plan impérialiste de l'axe Rome-Berlin. Seul, le gouvernement soviétique l'avait compris et avait agit en ce sens.

L'attitude de la France, on l'a vu, a été de capituler devant Hitler et Mussolini. Ce n'était pas la première fois. L'année précédente, elle n'avait rien fait face à l'invasion italienne en Éthiopie considérant sans doute que le danger était lointain. Mais cette fois, il s'agissait de l'Espagne, d'un pays européen et qui plus est, situé aux confins de la France.

N'oublions pas non plus que le gouvernement espagnol qui demandait alors une aide étrangère était un gouvernement de Front populaire, comme en France ! Pourtant, malgré tout cela, la France n'a pas réagi. Les raisons invoquées par Blum alors chef de l'État, se résument en ces termes : éviter l'élargissement du conflit, ne pas énerver Hitler.

En fait, cette attitude de la France n'a fait que précipiter le conflit mondial en favorisant le rapport de forces fascistes en Europe. Et si l'URSS n'avait pas apporté une aide importante aux républicains espagnols, il est fort probable que l'Espagne serait tombée plus rapidement aux mains des franquistes et que la guerre mondiale aurait été déclenchée plus tôt.

Quand on voit l'attitude française dans la guerre d'Espagne, une attitude de trahison, on comprend celle qu'elle a eu à Munich, laissant la main libre aux nazis pour l'invasion de la Tchécoslovaquie et favorisant le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale.

Aujourd'hui, l'URSS n'est plus ce pays qui a aidé les républicains espagnols, qui a retardé grâce à une politique clairvoyante, le déclenchement du conflit. Non, aujourd'hui, l'URSS est devenue une superpuissance et c'est elle qui représente le plus grand danger dans le monde.

Le gouvernement français, quand ses intérêts ne sont pas directement menacés, a bien souvent une attitude de repli face à cette superpuissance. Comme l'ont fait les communistes français d'avant-guerre, nous devons dénoncer l'impérialisme qui menace la sécurité et la paix dans le monde, nous devons également dénoncer les attitudes du gouvernement français quand celui-ci baisse les bras devant l'URSS. Nous devons soutenir tous les efforts que fait la Chine pour établir un rapport de force défavorable aux nazis d'aujourd'hui comme les communistes français ont soutenu la politique étrangère soviétique qui œuvrait dans ce sens.

Évelyne LE GUEN

Les positions des partis politiques en France

L'ATTITUDE de la droite en France, face à la guerre d'Espagne, fut sans ambiguité : un soutien total à Franco. Elle contrôlait alors une bonne partie de la presse dont elle se servait pour faire une propagande effrénée contre les républicains. Une propagande grossière, au travers des comptes rendus tels que celui-ci : sous une photo montrant un village rasé où gisent des cadavres calcinés, était écrit comme légende : *« Là où sont passé les républicains, la terreur »* et sous une photo montrant des jeunes gens souriant la légende suivante *« Là où les nationalistes ont le pouvoir »*. Le journal *Le Temps*, très lu à l'époque, ne condamnait pas l'Italie fasciste ou l'Allemagne nazie, mais l'URSS en tant que responsable *« du trouble profond existant sur le plan proprement européen »*.

A l'inverse, le Parti communiste, ainsi d'ailleurs que les socialistes ont toujours exigé du gouvernement français qu'il apporte de l'aide à l'Espagne républicaine. La CGT se faisant l'écho des positions de la classe ouvrière demandait au gouvernement français qu'il remette en cause cette politique de soi-disante neutralité qui ne faisait que favoriser les fascistes et les nazis. Ils exigeaient que soit écouté l'appel fait par le ministre des Affaires étrangères espagnol à la SDN en septembre 1936 :

« Il serait aussi inutile que dangereux de méconnaitre que ce que l'on appelle l'affaire espagnole ne nous concerne pas exclusivement, car à se sujet, le dilemme se pose de façon aiguë : ou affronter la guerre et y pare, ou continuer à l'ignorer en courant le risque qu'il ne soit trop tard lorsqu'on en reconnaitra l'existence, pour mettre en action tout ce qui existe encore dans le monde comme volonté de paix »

Après avoir dénoncé la politique de non-intervention, le ministre avait alors déclaré :

« Chaque Espagnol qui tombe au front pour la défense de la République et de la liberté, sous le feu d'armes introduites dans le pays de la façon la plus cynique, en nombre toujours croissant en dépit de l'accord de non-intervention, apporte le preuve irréfutable du crime qui se commet contre le peuple espagnol ».

E.L.G.